SENAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1892-1893.

Commission de revision de la Constitution.**Amendements présentés par M. Achille Legrand aux propositions
de revision constitutionnelle déposées par lui le 30 juillet 1892.***(Voir n° 16, session extraordinaire de 1892, du Sénat.)*

Revu les propositions transactionnelles que j'ai eu l'honneur de présenter à la Commission du Sénat, le 30 juillet dernier, pour la revision des articles 47 et 53 de la Constitution ;

Voulant exclure de l'électorat, outre les indignes, les citoyens qui, en raison de leurs recours à l'assistance publique, perdent dans des mesures diverses l'indépendance que réclame l'exercice de l'électorat ;

Voulant, en outre, donner aux miliciens militaires et anciens militaires le privilège d'être dispensés définitivement de l'examen électoral, non seulement lorsqu'ils seront porteurs du certificat de savoir lire et écrire délivré par l'autorité militaire, mais encore lorsqu'ils justifieront avoir appartenu à l'armée sous un régime à créer dans l'avenir, qui établirait pour le soldat l'obligation de fréquenter à la caserne une école équivalant à une école primaire de l'Etat ;

J'ai l'honneur d'adresser ci-inclus à la Commission de revision du Sénat :

1° *Un amendement* à mes propositions relatives aux articles 47 et 53 de la Constitution ;

2° *Une modification* à introduire dans l'exposé des motifs qui les accompagne.

Sous cette forme définitive mes propositions de revision ont, en résumé, pour objet d'établir le suffrage universel direct, en appelant à l'électorat, sauf des exclusions généralement admises aujourd'hui, deux catégories de citoyens auxquelles le pays peut en toute sécurité confier ses destinées politiques.

La catégorie des hommes de 35 ans et plus, qui compte 968,000 citoyens, possède, en effet, outre le calme et la maturité d'esprit qu'apportent l'âge et l'expérience, tous les éléments les plus importants d'ordre et de sagesse que donnent la famille, l'instruction, la fortune et la pleine activité du travail et des affaires.

La catégorie de citoyens de 25 à 35 ans sachant lire et écrire, au nombre de 291,000 seulement, possède, de son côté, outre la maturité d'esprit anticipée par l'instruction, l'ardeur et la foi de la jeunesse qui sont indispensables au progrès de la Nation.

En dehors de ces deux catégories, il ne resterait à l'écart du droit de suffrage que 80,000 citoyens de 25 à 35 ans qui ne savent ni lire ni écrire — mais ce nombre diminuera certainement chaque année — et ceux que la loi électorale exclura pour des causes de résidence, d'indignité, ou d'assistance par les institutions publiques.

En évaluant ces dernières exclusions à un chiffre qui ne peut être que très approximatif, le corps électoral composé d'après mes propositions compterait 900,000 à 950,000 électeurs pour les Chambres et 700,000 à 750,000 pour le Sénat.

1° Amendements aux propositions.

Article 47 amendé.

La Chambre des Représentants est élue par le suffrage universel direct.

Sont électeurs, à l'exclusion des interdits, pourvu qu'ils satisfassent aux conditions de domicile déterminées par la loi électorale :

1° Tous les citoyens âgés d'au moins 35 ans révolus ;

2° Tous les citoyens âgés de 25 à 35 ans révolus, réunissant les conditions d'instruction spécifiées par la loi électorale.

Celle-ci énumère également les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité ou parce qu'ils sont assistés, sont exclus du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

Les Chambres ne peuvent délibérer sur les changements aux lois électorales, si les deux tiers au moins des membres qui les composent ne sont présents, et nul changement à ces lois ne sera dans ce cas adopté s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages.

Article 53 amendé.

Le Sénat est élu par le suffrage universel direct.

Sont électeurs au Sénat, sauf les exclusions citées à l'article 47, tous les citoyens âgés de 35 ans et plus qui élisent les membres de la Chambre des Représentants.

2° Modification à l'exposé des motifs :

Remplacer le 2° de l'article 2 des bases de la loi électorale projetée par le suivant :

2° Les militaires ou anciens militaires, non visés dans le 4° précédent, qui sont porteurs d'un certificat de savoir lire et écrire délivré par l'autorité militaire pendant la durée de leur service, ou qui justifient avoir appartenu pendant deux ans au moins à l'armée, sous un régime établissant pour le soldat l'obligation de fréquenter à la caserne une école équivalant à une école primaire de l'État.

ACHILLE LEGRAND.